

# **RICHIE EUROPA NEWSLETTER**

Newsletter d'information sur l'Histoire de la Construction Européenne

n° 1, mars 2006

*Richie Europa Newsletter* est une newsletter destinée à diffuser des informations sur tous les aspects de la construction européenne ; elle se fait l'écho des activités de l'association Richie (Réseau International de jeunes Chercheurs en Histoire de l'Intégration Européenne), qui vise à faciliter les contacts entre jeunes chercheurs européens (<http://www.europe-richie.org/>). *Europa* propose des rubriques récurrentes telles que :

- « Opinion » : des articles proposant de nouveaux champs de recherches, des billets d'humour, des réflexions historiographiques.
- « Archives » : l'actualité des archives de l'histoire de la construction européenne (nouveaux fonds ouverts au public, présentation de fonds d'archives, de centre de recherche).
- « Work in Progress » : une présentation d'un travail de recherche en cours ou récemment soutenu (mémoire de maîtrise, de DEA, thèse de Doctorat).
- « Reviews » : offre des compte-rendus de lecture sur des ouvrages récents portant sur la construction européenne (les auteurs étant évidemment seuls responsables des opinions exprimés dans ces articles).

Toutes les contributions sont les bienvenues. Les articles sont rédigés indifféremment en Français et en Anglais. Adressez vos contributions à Christophe Le Dréau, qui coordonne cette lettre ([ledreauchristophe@yahoo.fr](mailto:ledreauchristophe@yahoo.fr)).

Le calendrier prévisionnel des prochaines parutions de *Europa, Newsletter d'information sur l'Histoire de la Construction Européenne*, est fixé comme suit : numéro 2 vers le 15 mai, numéro 3 vers le 15 septembre, numéro 4 vers le 15 décembre 2006.

## **ARTICLES**

- « Pour une histoire immédiate de la constitution européenne » ..... p. ??  
Christophe Le Dréau (Université de Paris I-Panthéon Sorbonne)
- « Milieux économiques et intégration européenne au XX<sup>e</sup> siècle. La relance des années 1980 (1979-1992) » ..... p. ??  
Laurent Warlouzet (Université de Paris IV Sorbonne)
- « Culture et Guerre froide, des années 1940 aux années 1980 » ..... p. ??  
Jenny Raflik (Paris I-Panthéon Sorbonne) et Raymond-François Zuber (Paris I-Panthéon Sorbonne)

## **ARCHIVES**

- Le Fonds « Europe 1947-1948 » des archives Michel Debré ..... p. ??  
Christophe Le Dréau
- Les Archives Pervenche Béres ..... p. ??
- Les Archives Otto Molden ..... p. ??

## REVIEWS

Andrew Russell et Edward Fieldhouse, *Neither left or Right : the Liberal Democrats and the electorate*, Manchester, Manchester University Press, 2005, 272 p. .... p. ??  
Compte-rendu par Christophe Le Dréau

John Gillingham, *European Integration, 1950–2003. Superstate or New Market Economy ?*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003. .... p. 2  
Compte-rendu par Laurent Warlouzet et Jérôme Wilson

## ACTUALITÉ DES COLLOQUES

Colloques et journées d'études sur la construction européenne (avril–juin 2006) ..... p. ??

## REVIEWS

---

☛ **John Gillingham, *European Integration, 1950–2003. Superstate or New Market Economy ?*, Cambridge, Cambridge University Press (UK), 2003 (compte-rendu par Laurent Warlouzet et Jérôme Wilson)**

John Gillingham fait autorité aux États-Unis dans le domaine de l'histoire de l'intégration européenne. Après avoir suivi un cursus complet à l'université de Berkeley en Californie, il a rejoint le corps enseignant de l'université du Missouri/Saint-Louis en 1975. Ayant publié en 1977 un premier travail d'envergure sur le monde des affaires en Belgique sous l'occupation nazie, il se distingue à nouveau en 1991 par un ouvrage consacré à la renaissance de l'Europe entre 1945 et 1955 sous l'ère du charbon et de l'acier.

Dans sa dernière contribution sortie de presse en 2003, l'auteur adopte une démarche encore plus ambitieuse. Sur le modèle de l'ouvrage classique d'Andrew Moravcsik, *The Choice for Europe*<sup>1</sup>, il cherche à réinterpréter l'ensemble de l'histoire de l'intégration européenne à la lumière d'une théorie explicative. La sienne repose sur deux piliers à l'aune desquels il juge la dynamique de l'intégration européenne : le libéralisme classique en économie et l'institutionnalisme néolibéral en sciences politiques. Par rapport à l'ouvrage d'Andrew Moravcsik, il est vrai professeur de sciences politiques, la partie théorique apparaît moins solidement charpentée.

Sa mise en oeuvre sur une chronologie aussi longue pose le problème du choix de l'angle d'attaque et des sujets traités. John Gillingham a choisi de faire l'histoire de l'intégration européenne à partir d'un petit nombre de faits et d'acteurs-clés dont il étudie en profondeur les conceptions et la politique. Cette approche le conduit à montrer que les premières années de la construction de l'édifice européen ont vu se jouer une partie de bras de fer entre Jean Monnet, le champion de l'économie dirigée, son « disciple » Walter Hallstein, et les partisans du libéralisme comme Friedrich Hayek ou Ludwig Erhard. Selon Gillingham, jusqu'au milieu des années 1970, les cercles autour de Monnet ont eu gain de cause. Leurs réalisations, de la CECA à la Cour de justice des communautés européennes, ont cependant été *in fine* néfastes à la propagation du libre-échange qu'elles n'ont fait que mobiliser au profit d'un autre dessein politique.

---

<sup>1</sup> Andrew Moravcsik, *The choice for Europe : social purpose and state power from Messina to Maastricht*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

Au tournant des années 1980, sous la houlette de Margaret Thatcher, le cours de l'histoire s'est inversé. La logique du marché chère à Hayek est devenue la force dominante de l'intégration européenne, et a réussi avec bonheur à faire pièce au « monnetisme » de Jacques Delors, lui-même marqué par l'échec de l'expérience conduite par Mitterrand entre 1981 et 1983.

La dernière partie met en scène l'arrivée de l'euro censée annoncer un programme de fédéralisation de l'Europe. John Gillingham tire alors une sonnette d'alarme : une telle Europe fédérée, constituée en un bloc fermé sur lui-même, risque de raviver les tensions au niveau international, notamment avec les États-Unis, et par conséquent d'affecter le climat pacifique nécessaire à la prospérité économique.

### Les errements de Jean Monnet et de son disciple

Dans la première partie traitant des années 1950 et 1960, l'auteur se concentre sur l'examen de la « solution allemande aux problèmes européens », à savoir le remède administré par Ludwig Erhard sous son ministère. Le libéralisme pur est défendu avec passion. Parmi toutes les créations institutionnelles apparues au cours de cette décennie, seule l'Association européenne de libre-échange (AELE) est encensée. L'Union européenne des paiements (UEP) bénéficie pour sa part de circonstances atténuantes, malgré son caractère plus directif. Il est vrai que Barry Eichengreen, l'un des maîtres à penser de John Gillingham, a jugé l'expérience positive. Mais ce dernier ne peut s'empêcher de signaler que rien n'indique que l'on aurait pas pu faire au moins aussi bien sans l'UEP.

Logiquement, l'auteur se montre beaucoup plus féroce pour les institutions mises en place par Jean Monnet. La méthode de celui-ci est jugée élitiste, anti-démocratique, et surtout destinée à être coulée dans le bronze, à ne pas pouvoir être réformée. S'attaquer au « mythe » de Monnet est certainement salutaire face à une historiographie volontiers thuriféraire, mais les ficelles sont trop grosses. Il est reproché à Monnet de n'avoir pas accepté le processus créatif de destructions schumpéteriennes. C'est oublier un peu rapidement les réalités politiques de l'après-guerre. Outre l'absence de véritables développements dans ses raisonnements, ce qui gêne dans la présentation de Gillingham, c'est l'absence de référence aux premiers travaux de l'UEP, et à la gestion de la crise allemande. Début 1951, si l'Allemagne a pu, malgré les déficits abyssaux créés par sa politique économique, maintenir ses frontières commerciales ouvertes, c'est à des crédits européens hors quotas (et donc hors aide américaine) financés par ses partenaires européens qu'elle le doit. Sa réussite repose donc au premier chef sur une solidarité européenne rendue possible par l'administration d'une autorité supranationale. L'UEP a permis de faire monter en puissance le régime allemand de l'Europe, volontiers fidèle aux théories schumpéteriennes, alors que le plan Schuman a contribué à rassurer les puissances victorieuses et à laisser la voie libre à l'expression mécanique de ce moteur. Dès lors, isoler l'expérience de la CECA de son contexte et la juger décevante à la lumière des idées de Schumpeter n'a pas beaucoup de sens.

Lorsqu'il conclut cette première partie, Gillingham semble se rendre compte du caractère incontournable et nécessaire du mécanisme d'*embedded controls* mis en place dans les années 1950. Mais il ne comprend pas que ce mécanisme impur ait survécu au cours des deux décennies suivantes, qui auraient dû voir le triomphe du libéralisme. Il attribue cet échec à la philosophie du traité de Rome qui aurait davantage eu pour ambition de construire un périmètre européen d'une taille suffisante pour traiter d'égal à égal avec les Américains que de défendre l'extension du libre-échange dans les échanges commerciaux. Gillingham fustige alors surtout la Cour de justice des communautés européennes. Non seulement celle-ci est montrée du doigt pour avoir introduit l'ivraie de la CECA dans la CEE en favorisant une concentration du pouvoir à un échelon transnational, mais elle est également accusée de crime de lèse-majesté. La Cour serait

responsable d'un coup d'état juridique et du développement d'un droit constitutionnel européen s'opposant à la volonté des parties contractantes du traité de 1957.

### **Margaret Thatcher, « founding mother of Europe »**

Le coeur de l'ouvrage de John Gillingham est constituée par l'étude des années 1980 et le début des années 1990, d'où émerge un couple antagoniste : Margaret Thatcher et Jacques Delors. L'auteur affirme sans ambages que la première est la « founding mother of Europe » (p. 136). C'est elle qui a permis la victoire du néo-libéralisme à l'échelle européenne, non pas par sa seule personne mais parce qu'elle incarnait un mouvement plus global de changement de paradigme économique. Face à elle, Jacques Delors est présenté comme une figure machiavélique, attachée à la mise en oeuvre d'un programme européen exorbitant et fondé sur un enchaînement inexorable des délégations de souveraineté (les « Russian Doll », p. 299). En effet, le président de la Commission n'a accepté la logique du Marché unique, promu par un proche de Thatcher, Lord Cockfield, que pour relancer la Commission. Son véritable objectif était de développer une politique industrielle interventionniste, couplée à une politique sociale et à une politique extérieure commune. L'échec dans ces trois domaines ne l'a pas empêché de multiplier les aides de la Commission à divers acteurs, nourrissant ainsi un lobbying minant le caractère démocratique de l'UE. Ce dernier défaut est amplifié par l'union économique et monétaire, dont l'effet principal est de priver les États de nouvelles compétences, et donc d'accroître le déficit démocratique dont souffre l'UE. John Gillingham développe donc une vision très négative de Jacques Delors, en lui imputant à tous les effets pervers de la construction européenne.

Si cette vision apparaît caricaturale, comme le sont les incessantes références aux « privilèges » des fonctionnaires communautaires, la définition des contours du projet d'Europe thacherienne est plus convaincante. En particulier, l'approche par le développement des logiques de marché permet à John Gillingham d'explorer des pistes nouvelles, par exemple en tissant un lien étroit entre la logique de l'Acte Unique et le développement de la politique de concurrence communautaire dans les années 1980, souvent peu étudiée alors qu'elle est fondamentale. Cependant, contrairement à l'ouvrage d'Andrew Moravcsik, tant les motivations nationales que le processus de décision communautaire sont étudiés de manière très sommaire. De même, si John Gillingham s'intéresse à la fois au développement des politiques néo-libérales au plan européen et à l'échelle nationale, il n'établit pas de chronologie différenciée comme le fait par exemple l'ouvrage de Bruno Jobert, *Le tournant néolibéral en Europe*<sup>2</sup>, absent de la bibliographie. D'une manière générale, la bibliographie française est bien souvent indigente et se limite à deux colloques publiés par le professeur Bossuat, sans que les monographies fondamentales de ce dernier ne s'y trouvent<sup>3</sup>.

La dernière partie de l'opus adopte un ton quelque peu prophétique. Stigmatisant la mise en place de l'euro, un avenir potentiellement noir des relations internationales est tracé. John Gillingham se fonde sur la théorie de la zone monétaire optimale de Robert Mundell pour affirmer que l'euro n'est pas viable en l'état. Il oublie cependant de préciser que Mundell lui-même, au grand déplaisir de ceux qui font référence à ses théories, a soutenu le processus d'intégration monétaire européen. Parallèlement, Gillingham fustige la Banque centrale européenne (BCE). Pour lui, en introduisant une telle autorité de contrôle indépendante pour la politique monétaire, les États sont revenus à la logique dangereuse du périmètre critique promu par le traité

---

<sup>2</sup>Bruno Jobert, dir., *Le tournant néo-libéral en Europe*, Paris, L'Harmattan, 2000. Voir l'introduction de Bruno Jobert.

<sup>3</sup>Par exemple : *La France, l'aide américaine et la construction européenne : 1944-1954*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1992 ; et *L'Europe des Français, 1943-1959 : la IV<sup>e</sup> République aux sources de l'Europe communautaire*, Paris, Publication de la Sorbonne, 1997.

de Rome.

Sur base de l'analyse de Martin Feldstein, professeur à Harvard et ancien président sous Ronald Reagan du Council of Economic Advisors, Gillingham conclut que, dans un contexte d'après guerre froide, une telle démarche est particulièrement dangereuse pour l'équilibre des relations transatlantiques. Elle signifie un retour à une logique de blocs et d'opposition qui ne peut être qu'un vecteur de tensions entre des alliés historiques, tout en stoppant toute évolution vers une flexibilité accrue du marché, pourtant bénéfique, y compris et surtout pour les Européens. La BCE, en favorisant une déflation endémique, porte la responsabilité des piètres performances économiques de l'Europe alors que la croissance au niveau mondial s'envole. Cette analyse oublie que la BCE a rendu possible le maintien des taux d'intérêts à des niveaux historiquement bas et ainsi permis à plusieurs États de financer leur dette et leurs déficits à bon compte. Ils ont dès lors dégagé des marges de manoeuvre qui dans un contexte de concurrence monétaire n'auraient existé que par l'alourdissement d'un endettement. En outre, en combattant l'inflation, la BCE endigue un phénomène surtout préjudiciable aux salaires (ceux-ci, même s'ils sont indexés sur le coût de la vie, réagissent toujours avec un décalage temporel). Cette doctrine convoie également un signal favorable à une politique de l'innovation. Enfin, elle a obligé les États à une gestion plus rigoureuse de leurs finances publiques.

La signification politique de l'euro est, il est vrai, montée en épingle par quelques économistes comme Jean-Paul Fitoussi ou Paul De Grauwe qui tiennent le haut du pavé. Ils affirment que la monnaie unique ne pourrait survivre sans une centralisation du pouvoir et une fédéralisation de l'Europe. Cependant ces conclusions sont partisans. Ils instrumentalisent ainsi un organe qui n'a pas été créé pour servir de gouvernement économique à l'Europe, et qui d'ailleurs prend bien garde de ne pas s'aventurer dans de telles eaux. La BCE a été modelée à l'image du comité de direction de l'UEP, et il n'est pas invraisemblable que son indépendance la conduise à une confrontation avec le pouvoir politique potentiellement destructrice. John Gillingham a raison lorsqu'il évoque le risque que l'Europe soit dépendante en partie d'un gouvernement de banquiers centraux. Mais les États-Unis ne sont-ils pas logés à la même enseigne ?

Très riche, l'ouvrage de John Gillingham ne peut prétendre constituer une véritable analyse historique du processus de décision communautaire et des rapports de force entre les différents acteurs qui y participent. Par contre, il constitue une intéressante histoire des idées, voire des mentalités, de quelques acteurs de la construction européenne et de leurs confrontations. Par ailleurs, il illustre la nécessité de définir différents modèles économiques de l'intégration européenne, au-delà de la confrontation de nature politico-institutionnelle entre fonctionnalistes et intergouvernementalistes. Enfin, prenant délibérément le parti de la présentation emphatique, John Gillingham grossit souvent exagérément le trait. Mais ce faisant, il rend plus visible la lecture que font certains cercles académiques américains du processus d'intégration européenne. Celui-ci est interprété comme la quête d'une pierre philosophale, activité hautement risquée y compris dans le cadre des déséquilibres internationaux qu'elle peut provoquer par sa frénésie, mais également saluée pour la motivation désintéressée qu'elle suscite auprès de ceux qui ont voué leur vie à la construction de l'Europe, réalisation décrite comme malgré tout solide et prometteuse.